



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 53 / Juillet 2017



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



La BNP Paribas se retire de la République Démocratique du Congo

Humiliation, désertion, trahison. Pas de mots trop forts chez les cousins belges pour exprimer la sombre colère devant la décision du groupe bancaire français BNP Paribas de se retirer de la République Démocratique du Congo. Pour justifier ce départ, la première banque française invoque des problèmes de bonne gouvernance. De nombreux clients belges installés dans le pays sont impliqués dans les matières premières, un secteur qui ne respire pas la transparence. Or, après sa déconvenue judiciaire aux États-Unis, BNP Paribas se retire progressivement de ce business opaque dans le cadre de son recentrage sur la banque de détail et le financement des entreprises.

Autre argument en faveur du retrait, BNP Paribas a hérité des clients en question lors du rachat, en 2009, des activités bancaires belges et luxembourgeoises de l'enseigne Fortis en faillite. Ladite Fortis avait acquis ce portefeuille lors de la reprise, quatre ans plus tôt, de la Belgoise. La fermeture brutale de comptes appartenant à des sociétés belges, dont certaines opèrent dans l'ex-Zaïre depuis plus d'un siècle, a provoqué la colère des milieux d'affaires belges qui accusent leur banquier de double langage. Ulcérés, les Belges montrent du doigt le maintien de BNP Paribas au Tchad, en Centrafrique, au Congo-Brazzaville et au Gabon, nations qui connaissent les mêmes problèmes que la RDC. (Source : Le Point/ Sud Info/MCN. Photo : ibtimes.com)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- L'industrie signe un accord sur l'or équitable
- Les Pays-Bas parmi les 5 pays européens les plus innovants
- Une croissance économique néerlandaise plus élevée cette année
- Beaucoup d'applications pour le Fonds contre le Travail des Enfants
- Un outil pour stimuler le commerce durable avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine

Actualités en RDC

PAGE 3

- Le premier café « Arabica » produit en RDC
- Kinshasa demande aux sociétés minières de rapatrier 40% de leurs bénéfices en devises
- Afriland rachète FiBank
- 1 dollar = 1900 FC fin 2017
- Production record de cuivre en 2017
- Fraude des entreprises de téléphonie cellulaire : la RDC perd 17,6 millions USD par mois
- Investissements directs étrangers : plus de 20 % de baisse en RDC pour la période 2016

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- SUNU Assurance s'installe au Congo Brazzaville
- Mall de Brazzaville : un centre commercial ambitieux
- Relance du processus de désendettement France-Congo
- Crise économique dans la zone CEMAC
- Le FMI engagé à aider le Congo à amorcer une croissance économique durable

PAGE 5

Post Scriptum

- La Foire agricole internationale de Kinshasa (FAIKIN) du 18 au 27 août 2017
- Informations Pratiques & Contact

Beaucoup d'applications pour le Fonds contre le Travail des Enfants



Le 12 juin a été célébrée la journée internationale contre le travail des enfants. La réduction du travail des enfants a reçu beaucoup d'attention aux Pays-Bas, qui a été illustrée par le nombre d'applications reçu par le Fonds contre le Travail des Enfants. De janvier à avril 2017, les organisations pouvaient demander un soutien financier afin d'identifier et de répondre à la problématique du travail des enfants dans leur chaîne d'approvisionnement. Le fonds soutient les entreprises et leurs partenaires pour lutter contre le travail des enfants dans les chaînes globales. Pour y arriver, un budget de 4,5 millions d'euros avait été mis à disposition.

Dans ce fonds, une distinction est faite entre deux approches. D'une part il y a le « Due Diligence (DD) » (diligence raisonnable) : les entreprises font de la recherche dans la chaîne et améliorent leur propre processus de gestion et ceux de leurs fournisseurs. D'autre part, il y a le « Multi Stakeholder Initiatives (MSI) » (initiatives multipartites) : les entreprises et les ONG collaborent pour exclure le travail des enfants de leur chaîne. Les applications pour des MSI étaient les plus nombreuses. Les applications sont très diverses et viennent de plusieurs secteurs différents. (Source : rvo.nl. Photo : csglobe.com)

Un outil pour stimuler le commerce durable avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine



CSR Netherlands (RSE Pays-Bas) a introduit un nouveau moyen de stimuler le commerce durable. Dans le programme « Turnover with impact » (un chiffre d'affaires avec impact), des groupes d'entreprises néerlandaises sont mis en connections avec des entrepreneurs en Asie, Afrique et Amérique latine. L'objectif est de fournir, produire et distribuer d'une façon durable pour contribuer aux objectifs de développement durable. Les entrepreneurs néerlandais qui travaillent avec les pays en voie de développement y voient plein d'opportunités. Ils veulent aussi prendre leur responsabilité, mais ont des difficultés à le concrétiser.

Les partenaires dans les pays en voie de développement, de l'autre côté, voudraient investir dans la responsabilité sociétale des entreprises, mais manquent de moyens pour entreprendre les premiers pas. Pour résoudre ces problèmes, CSR Netherlands lie les coalitions d'entrepreneurs aux Pays-Bas avec les marchés émergents. Après une étude faite auprès des débouchés commerciaux prometteurs, un plan a été créé pour la réalisation des relations commerciales et d'investissement équitables. Cette opportunité de rencontres existe actuellement pour onze pays. (Source : mvonederland.nl. Photo : overondernemen.com)

L'industrie signe un accord sur l'or équitable



Les Pays-Bas sont le premier pays à établir un accord pour le commerce d'or équitable. Différentes parties, dont des orfèvres, des distributeurs, des organisations humanitaires et le gouvernement ont signé un accord qui devrait rendre les origines de l'or plus transparent. Dans l'avenir, ils pourraient également combattre les abus dans les mines d'or. La « Federation Gold and Silver » (Fédération d'Or et d'Argent) et la « Dutch Guild of Goldsmiths » (Guilde néerlandaise des Orfèvres) ont promis de développer, dans un délai de six mois, un code de conduite qui rendra les origines de l'or plus transparent.

Le producteur de smartphones Fairphone et le groupe électronique Philips, collaboreront avec des organisations non-gouvernementales pour établir un projet afin d'améliorer les conditions de travail dans les petites mines d'or en Ouganda. Le démarrage de « Closing the Loop » est aussi prévu dans le projet. Le « Covenant Responsible Behavior » (Accord de Comportement Responsable) a été établi sur les recommandations du Conseil économique et social. Auparavant, le secteur du textile et le secteur bancaire ont connu des cas similaires, dans lesquels des accords de même nature ont été conclus. (Source : fd.nl. Photo : neweuropeinvestor.com)

Les Pays-Bas parmi les 5 pays européens les plus innovants

Les Pays-Bas sont classés 4ème pays le plus innovant d'Europe, selon le classement 2016 de l'Innovation Européenne, de la Commission Européenne. La Suède tient la première position, comme en 2015, suivie par le Danemark et la Finlande. Le Royaume-Uni est positionné 5ème. La Commission a évalué 27 indicateurs pour déterminer la force innovatrice des pays européens ; y compris l'investissement en compétences, l'entrepreneuriat et la coopération public-privé dans le domaine de l'innovation. Les Pays-Bas ont fait de bons résultats sur la qualité des publications scientifiques, la proportion des PME qui contribuent à l'innovation et la collaboration entre les entreprises.

Les Pays-Bas sont aussi arrivés à la 4ème position dans le classement des innovateurs qui grandissent le plus vite en Europe. Au cours des six dernières années, la puissance innovatrice du pays a augmenté de 10,4% plus par rapport à la moyenne européenne. « Les institutions du savoir, la puissance novatrice et, par conséquent, la compétitivité des Pays-Bas ont été renforcés ces dernières années, par une collaboration intensive entre les entreprises », a précisé le Ministre Henk Kamp des Affaires Economiques. (Source : nltimes.nl)

Une croissance économique néerlandaise plus élevée cette année



L'économie néerlandaise connaîtra une croissance d'environ 2,4 % cette année et de 2 % l'année prochaine, selon les dernières estimations de l'office central de planification CPB. Dans l'estimation précédente, faite en mars, le CPB avait envisagé une croissance de respectivement 2,1 % et 1,8 % pour 2017 et 2018. De l'autre côté le taux de chômage continuerait à connaître une tendance à la baisse jusqu'à 4,9 % cette année et 4,7 % l'année prochaine. Les finances publiques ont l'air saines avec un surplus de 0,5 % estimé pour cette année et de 0,7 % pour l'année prochaine.

La consommation, l'investissement et les exportations constitueront la force motrice de la croissance économique. Les ménages profiteront des revenus disponibles plus élevés et d'une légère augmentation du pouvoir d'achat. Le peuple n'a pas encore ressenti cette amélioration économique, en particulier du côté des salaires. Les salaires sont estimés s'accroître de 1,7 % cette année, et 2 % l'année prochaine. Ces augmentations relativement modestes peuvent s'expliquer par un marché du travail de plus en plus flexible.

(Source : nltimes.nl. Photo : nu.nl)

Production record de cuivre en 2017

La chambre des mines de la République démocratique du Congo (RDC) a déclaré qu'elle s'attend à une production record de 1,05 million de tonnes de cuivre en 2017, en hausse de 2,4% par rapport à l'année dernière. La RDC bat les records en termes de production de cuivre. En 2015, la production de cuivre de la RDC était passée en dessous de la barre du million de tonnes à 995 805 tonnes, contre 1,03 million de tonnes en 2014.

C'était le premier recul de la production de cuivre enregistrée en RDC depuis 2009. Cette situation avait drastiquement touché l'économie du pays fortement soutenue par la production de cuivre, environ 95% des revenus d'exportation proviennent des industries d'extraction en RDC. Par ailleurs, la chambre des mines prévoit également que la production d'or et de cobalt augmentera cette année respectivement de 2,8% et de 3,9%. (Source : Financial Afrik)

Fraude des entreprises de téléphonie cellulaire : la RDC perd 17,6 millions USD par mois



La fraude a été détectée par la firme française, EntrepriseTélécom, représentée en RDC par Business Compagny Consulting avec qui le gouvernement congolais a signé un contrat de lutte contre la fraude téléphonique. Le manque à gagner décelé par cette firme ne concerne jusque-là que les appels et les SMS. L'internet et le transfert électronique d'argent ne sont pas pris en compte. Ainsi, Vodacom et Airtel n'auraient pas déclaré au moins 55 millions de dollars réalisés, faisant perdre plus de 32 millions de dollars au Trésor public.

Même chose pour Africell, qui a caché plus de 10 millions de dollars, privant ainsi le Trésor public de 3,2 millions USD. L'Etat congolais aurait perdu au total au moins 35 millions de dollars, en deux mois seulement. Selon Business Compagny Consulting, la fraude serait beaucoup plus grande sur les appels domestiques, qui représentent 90% du trafic de ces opérateurs. (Source : Radio Okapi. Photo : cnn.com)

Investissements directs étrangers : plus de 20 % de baisse en RDC pour la période 2016

Dans son dernier rapport de juin 2017, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) a signalé une réduction de 28 % des Investissements directs étrangers (IDE) enregistrés par le pays au cours de l'exercice passé, soit une injection extérieure représentant seulement 1,2 milliard de dollars américains. Cela représente une diminution de 7 % si l'on compare avec l'exercice 2015.

Les IDE ont reculé de 15 % dans toute la zone Afrique centrale. Par ailleurs, l'étude de la Cnuced a confirmé une présence déterminante de l'Asie en Afrique, malgré la forte baisse des investissements extérieurs. En 2016, l'Afrique a représenté la moitié des 10 premières destinations des investissements asiatiques. La Cnuced se veut rassurante en projetant une progression de 5 % des IDE qui devraient atteindre les 1 800 milliards de dollars américains USD en 2017. (Source : Adiac Congo)

Le premier café « Arabica » produit en RDC



Le directeur général de l'Office national de café (ONC), Augustin Bompate Bo-Lounda, a indiqué au cours d'un entretien, que le café « Arabica », vendu 10 dollars/kg et produit pour la première fois en RDC est prisé sur les marchés internationaux. Ce café est produit au bord du Lac dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. En décembre prochain sera installée, à Kinshasa, une machine de torréfaction de café achetée, sur fonds propres en Espagne, pour la transformation du café moulu de bonne qualité, destiné à l'exportation.

La deuxième machine sera installée au bord du Lac Tanganyika pour les transactions commerciales du café et du cacao. Il y sera également ouvert bientôt le nouveau bureau de représentation de l'ONC et un champ d'expérimentation de culture de café et de cacao. A Kinshasa, un laboratoire moderne pour le traitement de café et de cacao, sera prochainement installé. (Source et Photo : Mediacongo)

Kinshasa demande aux sociétés minières de rapatrier 40% de leurs bénéfices en devises

La décision vise, selon le ministre de l'Économie, à lutter contre le manque de devises dans le pays. « Je viens d'être instruit par le chef de l'État de demander aux opérateurs miniers implantés au pays l'obligation de rapatrier, conformément à la loi, 40% de bénéfice sur toute exportation de minerais », a déclaré le ministre de l'Économie, Joseph Kapika, à la clôture de la semaine minière de la RDC.

Depuis le début de l'année 2016, la situation des finances publiques du pays n'a cessé de se détériorer. Actuellement, le franc congolais (FC), a perdu la moitié de sa valeur par rapport au dollar ; un dollar vaut aujourd'hui 1.550 FC sur le marché des changes. A la crise économique et sociale s'ajoute la crise politique aggravée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat a échoué le 20 décembre. (Source : VOA)

Afriland rachète FiBank

A dater du 12 juin 2017, tous les déposants de la First International Bank Rdc (FiBank Rdc s.a) peuvent poursuivre leurs opérations sous le label d'Afriland First Bank Rdc s.a. Et ce, parce que la FiBank est mise en dissolution forcée pour les actifs et passifs toxiques. Par conséquent, tous les dépôts de la clientèle sont transférés à Afriland, qui a également repris l'ensemble du réseau commercial. Les débiteurs seront notifiés du transfert de leurs avoirs dans les livres du repreneur, et tous les contrats de travail seront résiliés.

Cette structure employait 113 agents, entretenait 24.819 comptes ouverts et déployait un réseau commercial de 14 agences. La dégradation de sa situation financière avait contraint l'autorité de régulation et de contrôle à abandonner l'option initiale de sauvetage et redressement de la banque malade dans sa globalité et à procéder à sa liquidation. (Source : L'Avenir)

1 dollar = 1900 FC fin 2017



Une mission du Fonds monétaire international (FMI) conduite par Mario de Zamaroczy, de passage à Kinshasa, a tenu un langage clair aux responsables politiques congolais : « La situation est grave. Pourquoi cet état de choses ? D'abord, le choc extérieur suite à la chute des prix des matières premières et, ensuite, l'impasse politique créée en RDC ». « Ce budget (du gouvernement Bruno Tshibala) a été élaboré sur des hypothèses irréalistes ou fantaisistes, à vous de choisir ».

Et d'épingler le fait que l'inflation prévue dans ce budget est de 19%, alors qu'on était déjà à 12% fin avril et que les 19% seront atteints en juin. « Les prévisions réalistes étant de 45 % pour la fin de l'année ». Ainsi, le taux de change prévu par le gouvernement est de 1600 francs congolais pour 1 dollar, alors qu'il sera « à 1900 ou 2000 francs congolais à la fin de l'année », selon cette mission. (Source : Autre Media. Photo : Lavdc.net)

Crise économique dans la zone CEMAC



Les banques de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale font face à un déficit de trésorerie. Les 5 pays producteurs de pétrole de la zone, dont le Congo, sont touchés de plein fouet par la chute des prix du baril. La baisse des revenus pétroliers a poussé le Fonds monétaire international à lui administrer une thérapie de choc. Les pays de la CEMAC ont également dû recourir au marché des capitaux pour obtenir les financements nécessaires à leur fonctionnement et les investissements publics.

Les banques sont de plus en plus sollicitées pour des retraits importants de fonds mais aussi des prêts directs et indirects. Aujourd'hui, ces banques font face à un déficit de trésorerie qualifié de critique par les spécialistes. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) prépare, en conséquence, la mise en place (avant la fin de l'année) d'un dispositif d'apport de liquidité en urgence aux banques. (Source : BBC. Photo : Tchadinfos.com)

Le FMI engagé à aider le Congo à amorcer une croissance économique durable



Le chef de la délégation du Fonds Monétaire International (FMI), Abdelaziz Waney, a pris l'engagement, au nom de son institution, à aider le Congo dans la formulation d'un programme économique pour jeter les bases d'une croissance durable. «Nous avons discuté avec le président de la République comment le FMI peut aider le Congo dans sa formulation d'un programme économique et financier pour jeter les bases d'une croissance durable qui entraînerait à l'amélioration significative de la qualité des finances publiques», a dit M. Abdelaziz Waney.

«La nouvelle politique économique, a-t-il poursuivi, doit également faire de sorte que la politique d'investissement du président de la République puisse être maintenue et que les secteurs sociaux puissent bénéficier de financements beaucoup plus importants». Au cours de son séjour congolais, la Délégation du FMI conduite par Waney a visité quelques infrastructures industrielles, dont le complexe industriel de Maloukou situé à 60 km au nord de Brazzaville. (Source : APA. Photo : Lobserveur-rdc.com)

SUNU Assurance s'installe au Congo Brazzaville



SUNU Assurances veut ouvrir au Congo sa 15^e représentation continentale. Avec l'ouverture future d'une filiale à Brazzaville, le groupe veut profiter du marché congolais des assurances souvent présenté comme à fort potentiel, mais aussi déployer sa stratégie d'expansion à travers les pays d'Afrique francophone. Créé en 1998 par le Sénégalais Pathé Dione, SUNU Assurances (notre assurance en langue Wolof), a connu une forte croissance grâce au rachat successif de plusieurs filiales d'assurances historiques comme Axa, l'Union des assurances (UA), l'Alliance Africaine d'Assurances Vie (3A-Vie), etc.

Aujourd'hui le groupe propose aussi bien des produits d'assurance de personnes (assurance-vie et prévoyance) que de l'assurance des biens (IARD – incendie, accident, risques divers). L'annonce de l'arrivée de SUNU Assurances au Congo a été bien accueillie par les responsables du ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public qui y voit une opportunité de développer le secteur de l'assurance dans le pays. (Source : Africapostnews. Photo: Financial Afrik)

Mall de Brazzaville : un centre commercial ambitieux

À la fin de l'année, la société Vision Real Développement (VRD) ouvrira le Mall de Brazzaville à Mpila. Un projet ambitieux qui vise à développer à la fois un espace de shopping moderne mais aussi à renforcer l'attractivité des lieux par l'ouverture d'une galerie d'art dédiée aux artistes. « Notre objectif est de promouvoir la culture congolaise dans l'espace du prochain Mall de Brazzaville », a confié Aurélia Liande, PG de VRD.

Et de préciser que « l'espace sera destiné à la fois à la restauration, au shopping et au loisir à travers des salles de cinéma, et offrira aux artistes une belle vitrine de leurs œuvres ». Le projet de VRD va au-delà du Mall de Brazzaville. Il s'étendra hors des murs à travers des activités de loisirs tout au long de la corniche accessibles au plus grand nombre. Chaque enseigne s'inscrira dans ce projet à travers un vaste espace de vente. (Source : ADIAC)

Relance du processus de désendettement France-Congo



Un compromis a été trouvé par les deux parties, à l'issue du comité d'orientation et de suivi du contrat de désendettement et de développement (C2D), qui s'était tenu à Brazzaville. Sur un coût global de 229 millions d'euros du contrat, 222 millions seront affectés dans différents projets, 160 millions ont été engagés et 68,5 millions décaissés. Plutôt qu'une annulation « sèche », la France a fait le choix, de mettre en œuvre un mécanisme de refinancement par dons des échéances dues.

Le pays débiteur continue d'honorer le service de la dette mais, sitôt le remboursement constaté, la France lui reverse une subvention d'un montant équivalent pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté, sélectionnés d'un commun accord avec le pays bénéficiaire. L'objectif de ce mécanisme est de s'assurer que les marges financières dégagées par les annulations de dettes sont fléchées vers les secteurs prioritaires de la stratégie de lutte contre la pauvreté du pays. (Source : ADIAC. Photo : Ici Brazza)

POST SCRIPTUM

La Foire agricole internationale de Kinshasa (FAIKIN) du 18 au 27 août 2017

Après le succès rencontré lors de la première édition (2016), la deuxième édition de la FAIKIN se tiendra du 18 au 27 août, à l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa.

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) promet son accompagnement à tous les investisseurs qui prendront part à la FAIKIN 2017, mais aussi à ceux qui souhaitent s'installer en RDC pour y développer leurs projets agricoles.

La foire internationale de Kinshasa se conçoit comme un outil stratégique au service de la promotion des investissements agricoles en RDC, de la revalorisation des producteurs congolais et de la vulgarisation de nouvelles technologies agricoles.

Elle s'inscrit dans la dynamique du Plan National d'Investissement Agricole 2013-2020, dont l'objectif principal est :

- Stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole en vue de réduire la pauvreté
- Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises
- Générer durablement des emplois et des revenus

Pour plus d'informations, merci de joindre le comité organisateur au numéro suivant : +243 815 520 441.



Le prochain numéro de Masolo revient en septembre 2017.
Dans l'entre-temps, la rédaction vous souhaite de passer des très bonnes vacances

INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600
Urgence : +243 99 818 62 24
Fax : +243 99 6050 629
E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30
Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00
Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)
Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey
Tel : +242 06 924 14 07
E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.
Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com



M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)